

LETTER OUVERTE DES SALARIES DU CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE



LETTER OUVERTE DES SALARIES DU CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE

Monsieur le Président de la République,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs les Maires et acteurs des collectivités territoriales,
Citoyens Français,

Le Crédit Immobilier de France n'est pas un groupe de finance spéculative.

Au contraire, c'est un groupe qui s'inscrit dans le cadre d'une économie sociale et solidaire et qui œuvre pour le financement du logement social depuis plus de 100 ans.

Pourtant, tandis que **le Gouvernement Français affiche sa volonté de soutenir l'emploi, les entreprises et le logement social, il demande au Crédit Immobilier de France de cesser son activité et « d'ajuster dans les meilleurs délais les coûts et charges de fonctionnement du Groupe » dans un « plan de résolution ordonnée » :**

**UNE FORMULE FEUTRÉE POUR EXIGER LA SUPPRESSION DE MILLIERS D'EMPLOIS,
SANS EN ASSUMER LA RESPONSABILITÉ !**

En réalité, le « sauvetage » annoncé n'est donc que celui de la place financière Française.

Les 2.500 salariés du Crédit Immobilier de France s'inquiètent et vous questionnent :

- Pourquoi le gouvernement demande-t-il à un groupe en bonne santé financière, dont la clientèle est principalement constituée de ménages modestes, d'arrêter sa mission sans recherche d'une alternative pérenne ?

Ce sont 250.000 foyers écartés par les grandes banques françaises, qui vont être privés d'une solution d'accès à la propriété.

- Pourquoi le gouvernement exige-t-il le démantèlement d'un acteur majeur du monde HLM, œuvrant pour les missions sociales et la construction de logements sociaux ?

Sans le Crédit Immobilier de France, comment les SACICAP financeront-elles la construction des 25.000 nouveaux logements prévus d'ici à 2017 dans leur convention avec l'État ?

- Comment ignorer l'impact de la disparition du Crédit Immobilier de France sur l'accès sociale à la propriété, sur les activités qui en dépendent dans l'industrie du bâtiment, ainsi que sur les recettes fiscales qui en découlent ?

Pour 100.000 foyers qui resteront dans le parc HLM faute de solution d'accès à la propriété, et au détriment de plus nécessiteux, ce seront 200.000 emplois de moins dans la construction.

- Au nom de quel impératif le gouvernement sacrifie-t-il, sans vouloir l'assumer, 2.500 salariés et des milliers d'emplois gravitant autour de l'activité du Crédit Immobilier de France ?

**L'extinction programmée du Crédit Immobilier de France n'est pas inéluctable.
Ce n'est pas la seule issue possible.**

Monsieur le Président de la République,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs les Maires et Acteurs des Collectivités Territoriales,
Citoyens Français,
Que comptez-vous faire ?